

## SÉCURITÉ

# Vidéosurveillance à la gare: deux syndic romands croisent le fer



Image © Michel Perret

**Le sujet est si sensible que l'effleurer suffit à déchaîner les passions. La vidéosurveillance gagne néanmoins du terrain en Suisse romande. C'est la présence des caméras sur le domaine public, souvent près des gares, qui fait débat. Syndic de Renens, Marianne Huguenin ne veut pas en entendre parler, alors que Frédéric Borloz, syndic d'Aigle, est satisfait des deux dispositifs posés dans sa commune**

**Julian Pidoux - le 18 avril 2009, 22h08  
Le Matin Dimanche**

Elles seraient près de 40?000 en Suisse. Depuis le début de l'année, les caméras de surveillance sont deux de plus. Perchées au-dessus de la place de la Gare d'Aigle. Presque invisibles, elles ne sont trahies que par les pancartes obligatoires annonçant leur présence. Discrètes mais nécessaires, selon les autorités et le syndic Frédéric Borloz.

Agressions, déprédations et agents de police insultés ont en effet contraint les élus locaux à recourir à la vidéo-

surveillance pour tenter de pacifier les abords directs de la gare.

Un exemple qui illustre une problématique désormais récurrente de nombreuses villes romandes. Quelle que soit leur taille. Car les gares des grandes cités n'ont plus le monopole des incivilités. Si la vidéosurveillance gagne du terrain, c'est à petits pas. Et pour preuve. Yverdon a dû recourir à un scrutin populaire avant de s'équiper.

Et, alors que les CFF viennent de poser deux caméras à l'intérieur de la gare de Renens, en raison de déprédations et de heurts répétés, la syndique Marianne Huguenin est opposée à ce que ce dispositif s'étende sur le domaine de la commune. En dépit des appels du pied de la droite. Pourtant, à en croire les CFF, là où la vidéosurveillance a été installée, «les incivilités ont néanmoins nettement diminué, comme les tags par exemple, relève Frédéric Revaz, porte-parole. Cela a aussi permis d'accroître le sentiment de sécurité des clients.» Dans les trains, ce dernier affirme même que la présence d'yeux électroniques a fait reculer le vandalisme de 80%. «Une majorité de ces caméras tournent en circuit fermé, annonce Frédéric Revaz. Seules celles des gares de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Saint-Gall, Winterthour, Zoug, Zurich et Zurich-Stadelhofen sont reliées à la centrale vidéo de la police ferroviaire.»

## POUR LES CAMÉRAS

**FRÉDÉRIC BORLOZ** Membre du Parti radical, Frédéric Borloz est syndic d'Aigle depuis 2006. La ville qu'il dirige compte environ 8500 habitants. La gare d'Aigle est toutefois une interface importante pour le Chablais.

«Les caméras ont pacifié la gare»

«Au début, je dois avouer que je n'étais pas emballé par l'idée d'équiper la place de la Gare avec des caméras. Je suis opposé à la dérive sécuritaire, qui, à mon avis, ne résout pas les problèmes. Par contre, les deux caméras posées au début de l'année devant la gare, c'est-à-dire qu'elles scrutent le territoire communal, ne s'inscrivent pas dans cette fuite en avant. De plus, quelques incidents ponctuels mais violents nous ont amenés à trouver rapidement des solutions. Le souci de la Municipalité était de ne pas déplacer les problèmes d'incivilités causés par des groupes de jeunes. Et cela a marché. Les caméras ont pacifié les abords de la gare, sans faire monter la tension ailleurs. C'est parce que nous avons intégré cette vidéosurveillance dans un concept, afin qu'elle soit un complément à d'autres mesures. Conjointement avec les CFF nous avons démarré à Aigle le programme des parrains et marraines. Ce ne sont pas des assistants sociaux, mais leur présence sur les quais rassure les passagers, et, pour l'heure, ils n'ont jamais eu de heurts avec les jeunes qui occupent la place de la Gare. Puis nous avons également augmenté la présence policière, car l'oeil de la caméra ne remplace pas celui de l'uniforme. Enfin, nous sommes en train de réfléchir à mettre en place un programme d'intervenant social sur le terrain, afin d'établir un dialogue régulier avec les jeunes. Sur l'ensemble, c'est une réussite, et aucun habitant ne s'est plaint.»

## CONTRE LES CAMÉRAS

**MARIANNE HUGUENIN** Membre du POP & Gauche en mouvement, Marianne Huguenin est syndique de Renens depuis 2006. La ville qu'elle dirige compte près de 19 000 habitants. La gare de Renens, noeud ferroviaire important, sera rénovée à l'horizon 2014.

«Je suis sceptique face à cette volonté de généraliser la vidéosurveillance au moindre sentiment d'insécurité. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'incivilités devant la gare de Renens, commises par quelques jeunes. Mais j'estime que c'est une illusion de donner une réponse technologique à des problèmes qui sont avant tout relationnels et humains. C'est carrément une solution de facilité.

Nous vivons une surenchère sécuritaire à laquelle je n'adhère pas du tout. Cela ne m'empêche pas de rester ouverte à ce genre de débat, notamment lorsqu'il s'agit de prévenir un problème très précis. Je pense, par exemple, à la vitrine d'un commerçant qui se fait briser tous les week-ends. Mais livrer le domaine public à la vidéosurveillance, j'y suis opposée. De plus, nombre d'études semblent démontrer que les caméras ne font que déplacer les incivilités un peu plus loin. C'est pourquoi j'estime que, pour répondre à la situation actuelle, il est nécessaire de mettre de l'argent dans des moyens humains avant tout. Je pense bien sûr au renforcement des intervenants sur le terrain.

Et, pour les jeunes qui ne veulent pas coopérer, il faut aussi se donner les moyens de les punir grâce à la présence policière et en dotant les tribunaux de plus de juges. A Renens, dans un premier temps, nous allons démarrer en juin, et en collaboration avec les CFF, le programme des parrains et marraines. Je pense que cette présence de bénévoles, qui ont une certaine expérience de la vie, apaisera les esprits.»